

Italie : 60-40, un raz-de-marée qui a balayé Renzi !



Lundi 5 décembre 2016 Matteo Renzi va remettre sa démission au Président de la République.

Encore une fois les Italiens ont réussi ce qu'on n'avait pas osé croire ! Même les partis qui soutenaient le « NO » ont reconnu qu'ils ne s'attendaient pas à gagner avec une telle force. Le « NO » a gagné avec un rapport presque de 60 40 %. Tous les médias avaient soutenu le gouvernement et sa proposition de voter « oui », toute la communication avait été manipulée en faveur du « oui », avec le soutien aussi des artistes et des personnages publics.

Comme on l'avait déjà vécu pour le Brexit, les médias avaient décrit toutes les conséquences négatives de la victoire du « no », l'économie aurait pu s'écrouler, les entreprises auraient fermé, etc., etc. Malgré ça, le peuple a su s'exprimer et défendre la démocratie. Ceux qui avaient été

appelés un « fouillis » par le Président du Conseil ont eu leur vengeance.

M. Renzi a donc décidé de se prendre toute la responsabilité de cette défaite et pour cela, cette fois-ci il a tenu sa parole, il a démissionné.

La participation au référendum a été très élevée, les citoyens se sont rendus aux urnes dans la mesure du 69,38% avec la région du Veneto où l'on est arrivé presque au 80%. Jamais on n'avait eu telle participation à un référendum.

Les seules régions où le « oui » a gagné ont été – comme par hasard – la région du Président du Conseil, la Toscana et le Trentino Alto Adige, la région où la partie de la population de langue allemande continue à refuser de parler italien, à ne pas fêter le jour de l'Unité italienne et à laquelle le gouvernement de Renzi avait aussi permis de changer les noms bilingues des rues par des noms purement allemands. Le Trentino Alto Adige est la région donc qui ne se sent pas du tout faisant partie de l'Italie, sauf pour les financements qu'elle reçoit de façon très « généreuse » en vertu de sa situation de région à réglementation spéciale ; la partie « Alto Adige » parle la langue de Schäubler et évidemment a suivi ses conseils de vote. Mais l'Italie en a décidé autrement. L'Italie, en décidant de conserver sa Constitution, a exprimé un vote de contestation, a dit « non » au gouvernement de Matteo Renzi, a dit « non » aux banques, aux pouvoirs forts, « non » à cette Europe gérée par les pays de culture allemande.

Pour l'Italie, selon Salvini (parti Lega Nord), le 4 décembre a été le jour de la Libération. Selon le parti 5Stelle on pourra enfin donner la parole aux citoyens pour qu'ils exercent enfin leur droit de vote (le Gouvernement Renzi était le troisième gouvernement qui a gouverné sans avoir été élu).

On saura les prochains jours si on pourra voter bientôt tout

en évitant de se retrouver encore une fois avec un « Gouvernement technique » pour longtemps. Les partis de droite devront décider si demander à leurs électeurs de choisir leur leader et se présenter unis aux élections, alors que le Mouvement 5Stelle – l'autre force qui a soutenu le « no » – affirme avoir cessé d'être un parti de contestation pour devenir un parti capable de gouverner.

Il reste encore beaucoup de chemin à faire pour reprendre notre souveraineté, pour que notre économie recommence à bien tourner, pour que l'Italie soutienne, avant tout et dans les faits, ses concitoyens, mais nous avons fait un premier pas et surtout très important. Jamais on n'avait vu tant de participation et de capacité à ne pas se faire manipuler par la propagande.

5.12.2016

Marinella Colombo

Membre de la European Press Federation